

Ouest-France, 17 mai 2013

## La décentralisation a du plomb dans l'aile

Le projet de la ministre Marylise Lebranchu ne fait que des mécontents. Une belle occasion gâchée ?

Complicé, brouillon, incohérent. Il ne se trouve plus grand monde pour soutenir l'épais projet Lebranchu (55 articles) « d'acte III de la décentralisation ». Au point que le Sénat, qui doit s'en saisir le 30 mai, est en train de le détricoter.

L'idée de départ est simple : on confie aux collectivités un maximum de compétences et on spécialise chaque niveau. Seulement, Marylise Lebranchu, au lieu d'une grande confrontation dont elle aurait été l'arbitre, a commis l'erreur de consulter successivement toutes les associations d'élus qui sont autant de lobbies (presque tous socialistes, réclamant chacun plus de prérogatives. « Si les parlementaires avaient un mandat unique, analyse Jean-Jacques Urvoas (PS, Finistère), ce texte aurait déjà été voté ! »

Résultat : l'article 1 prévoit – prévoyait, car le Sénat l'a réécrit – que les élus dans chaque région décleraient entre eux qui de qui ferait

quoi. « On aura des territoires et des compétences émiettés, prévoit Alain Rousset, le président (PS) de l'Association des Régions de France (ARF), que d'aucuns verraient bien remplacer Arnaud Montebourg au Redressement productif. Ce projet, ce n'est pas une décentralisation ! »

Marylise Lebranchu désavouée, le Sénat fera-t-il mieux ? Pour l'instant, on ne sait plus trop qui piloterait le tourisme, l'aménagement, la mobilité... « On commence par réformer les métropoles, ajoute Alain Rousset. Or, la première préoccupation des Français, c'est l'emploi. Et l'emploi, ça relève des Régions ! »

Bref, on risque de rater l'objectif : faire plus simple, plus efficace et moins cher. « On élargit le projet », explique Jean-Pierre Sueur, le président de la commission des Lois du Sénat. « On va dans le mur », prédit Alain Rousset. François Hollande, au secours !

Michel URVOY.